

PROCÈS-VERBAL ou copie de RÉSOLUTION du 17 novembre 2003

**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE CHARLEVOIX-EST**

À une séance d'ajournement du Conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est, tenue au lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, ce 17^e jour du mois de novembre deux mille trois, à laquelle assemblée sont présents :

M. Jacques Martin, maire de Baie-Sainte-Catherine
M. Pierre Boudreault, maire de Saint-Irénée
M. Jean-Claude Simard, maire de Notre-Dame-des-Monts
M. Daniel Boudreault, maire de Saint-Aimé-des-Lacs
M. Jean-Luc Simard, maire de La Malbaie
M. Bruno Turcotte, maire de Clermont
M. Vincent Dufour, conseiller et représentant de Saint-Siméon

sous la présidence de Son Honneur le préfet, M. Pierre Asselin, maire de Saint-Siméon, de M. Pierre Girard, directeur général et secrétaire-trésorier, de M. Denis Dufour, directeur général adjoint et directeur du département d'aménagement, de Mme Caroline Dion, directrice du département de sécurité publique, du greffe et du développement régional et de M. Luc Néron, directeur du département de la gestion des matières résiduelles et des bâtiments.

RÉSOLUTION 03-08-27

**RÈGLEMENT NUMÉRO 133-09-03 CONSTITUANT UN COMITÉ CONSULTATIF
D'URBANISME (CCU) DU TERRITOIRE NON ORGANISÉ**

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt des citoyens et villégiateurs du TNO que le Conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est se dote d'un comité pour l'aider à rencontrer efficacement ses responsabilités en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire;

ATTENDU QUE le Conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est souhaite ouvrir ce comité à la participation des citoyens;

ATTENDU QU'il est nécessaire pour le Conseil de se doter d'un CCU de façon à pouvoir rendre des décisions, entre autres, sur les demandes de dérogations mineures et les plans d'implantation et d'intégration architecturale et ce, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1)*;

ATTENDU QUE le Conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est a les pouvoirs de constituer un tel comité en vertu des dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chap. A-19.1);

ATTENDU QU'avis de motion a été régulièrement donné par M. Jean-Claude Simard, maire de Notre-Dame-des-Monts, à la séance du Conseil, le 26 août 2003, résolution no 03-08-27;

À CES CAUSES, il a été ordonné et statué par règlement de ce Conseil et ledit Conseil ordonne et statue, ainsi qu'il suit, savoir :

ARTICLE 1 - TITRE ET NUMÉRO

Le présent règlement porte le titre de « Règlement numéro 133-09-03 constituant un Comité consultatif d'urbanisme (CCU) du Territoire non organisé ».

ARTICLE 2 - NOM DU COMITÉ

Le Comité sera connu sous le nom de « *Comité Consultatif d'urbanisme du territoire non organisé* » et désigné dans le présent règlement comme étant le comité.

ARTICLE 3 - TERMINOLOGIE

Les définitions contenues dans le Règlement numéro 92-06-99 relatif aux permis et certificats et à la gestion des règlements d'urbanisme du TNO s'appliquent pour valoir comme si elles étaient ici au long reproduites à moins que le contexte n'indique un sens différent.

ARTICLE 4- RÔLE

Le Comité est un groupe de travail composé de résidents choisis par le Conseil pour donner des avis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Le Comité se distingue d'un Comité du Conseil uniquement formé d'élus municipaux et d'un Comité de citoyens dont l'objectif est de faire pression sur le Conseil.

Le Comité se voit confier par le Conseil un mandat d'étude et de recommandations et, en ce sens, il s'agit d'un Comité consultatif et il n'a pas de pouvoir décisionnel.

Aussi, il n'a pas la responsabilité de tenir, à la place du Conseil, les séances de consultations publiques prévues par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chap. A-19.1).

Par ailleurs, le Comité ne peut être mandaté pour accomplir les tâches des officiers municipaux (ex. : inspecteurs). Ces avis s'avèrent complémentaires aux conseils techniques et administratifs pouvant être donnés par ces intervenants.

ARTICLE 5 - POUVOIRS ET TÂCHES

Le Comité a le pouvoir et la tâche d'étudier et de soumettre des recommandations au Conseil de la MRC de Charlevoix-Est sur toutes questions concernant l'urbanisme, le zonage, le lotissement et la construction conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chap. A-19.1).

Plus spécifiquement, le Comité a le pouvoir et le devoir d'étudier, de faire des recommandations et d'émettre des avis concernant toute demande de dérogation mineure conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chap. A-19.1); tout projet, s'il y a lieu, de plans d'aménagement d'ensemble (PAE) ou de plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chap. A-19.1); et, enfin, toute question relative à la protection des biens culturels, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de la *Loi sur les biens culturels* (L.R.Q., chap. B-4) dans la mesure où les questions concernent l'urbanisme ou l'aménagement du territoire.

Le Conseil de la MRC de Charlevoix-Est se réserve le pouvoir d'impliquer le Comité dans les mandats particuliers reliés à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire.

Le Comité est chargé d'évaluer le contenu des règlements d'urbanisme en vigueur sur le Territoire non organisé (TNO) en rapport avec l'évolution des besoins et d'en proposer la modification lorsque nécessaire.

Le Comité peut discuter d'un ensemble de préoccupations municipales reliées à la planification et à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme (du développement de la villégiature, des modifications des limites de ZEC ou de pourvoiries, de conservation du milieu naturel, de localisation des équipements, etc.).

Lorsqu'il sera question d'engager des dépenses dans les matières citées au présent article, le Comité peut arrêter un devis d'exécution, examiner les propositions d'étude (ou offres de service) et recommander au Conseil la formulation d'un contrat d'engagement.

ARTICLE 6 - RÈGLES DE RÉGIE INTERNE

Le Comité établit les règles de régie interne qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses fonctions conformément au présent règlement et aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. (L.R.Q., chap. A-19.1).

ARTICLE 7- CONVOCATION DES RÉUNIONS PAR LE CONSEIL

En plus des réunions prévues et convoquées par le Comité, le Conseil peut aussi convoquer les membres du comité en donnant un avis écrit préalable au président du comité et en dressant un avis de convocation indiquant sommairement les affaires qui seront soumises à cette séance et fait signifier cet avis à chaque membre du comité au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour le début de la séance. La mise à la poste d'un avis sous pli recommandé ou certifié, au moins deux jours francs avant la séance, équivaut à la signification de l'avis de convocation.

ARTICLE 7.1 – QUORUM, VOTE ET ABSENCE

Le quorum du comité est de trois (3) membres ayant le droit de vote. Le quorum doit être maintenu pendant toute la durée de la réunion. Tous les membres ont droit de vote. Chaque membre équivaut à une voix.

Advenant qu'un membre soit nommé comme secrétaire lors d'une réunion en l'absence de la personne-ressource, ce membre conserve son vote. Le vote est pris à main levée, à moins que le président ou un membre demande un vote au scrutin. Dans une telle situation, le secrétaire agit comme scrutateur et il dépouille les votes en présence du président. Le membre qui se dit en conflit d'intérêt face à un sujet traité est libre de demeurer ou de se retirer de la réunion pour ce sujet. Il ne peut en aucun cas exprimer son opinion, ni participer au vote.

ARTICLE 8 - COMPOSITION

Le Comité est composé d'un membre du Conseil et de quatre (4) personnes provenant du milieu de la villégiature, des ZEC, des pourvoiries et du secteur Sagard-Lac Deschênes à l'exclusion des employés de la MRC de Charlevoix-Est. Ces personnes sont nommées par le Conseil, par résolution.

ARTICLE 9 - DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat des membres est fixée à deux (2) ans; il est renouvelable. Cependant, trois (3) des premiers membres sont nommés pour un (1) an et deux (2) pour deux (2) ans. Ces membres sont désignés par tirage au sort lors de la première assemblée du Comité. Le terme de tout membre alors en fonction prend fin trente (30) jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Le mandat de chacun des membres est renouvelable sur résolution du Conseil.

En cas de décès, de démission, de résignation ou d'absence non motivée à trois réunions successives, le Conseil peut nommer, par résolution, une autre personne pour terminer la durée du mandat du siège devenu vacant.

ARTICLE 10 - RELATIONS CONSEIL-COMITÉ

Les études, recommandations et avis du comité sont soumis au Conseil sous forme de rapport écrit. Les procès-verbaux des réunions du comité peuvent faire office de rapports écrits.

Sur toutes questions relevant de la compétence du Comité, le Conseil doit, avant de prendre une décision, consulter le comité en lui demandant de fournir un rapport.

ARTICLE 11 – PERSONNES RESSOURCES

Le Conseil adjoint au Comité, de façon permanente et à titre de personnes ressources : les inspecteurs régionaux du département de l'aménagement du territoire de la MRC de Charlevoix-Est. Les personnes ressources n'ont pas de droit de vote.

Le Conseil pourra aussi adjoindre au Comité, de façon ad hoc, d'autres personnes dont les services lui seraient nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions, le tout conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chap. A-19.1).

ARTICLE 12 - OFFICIERS

Un inspecteur régional du département de l'aménagement du territoire de la MRC de Charlevoix-Est agit à titre de secrétaire du Comité. Il est soumis, en ce qui concerne les affaires courantes du Comité, à l'autorité du président du Comité. Cette personne est nommée par résolution du Conseil et n'a pas droit de vote.

ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DU COMITÉ

Les membres élisent parmi eux un (1) président et un (1) vice-président.

La durée du mandat du président et du vice-président est d'un an (1) et est renouvelable. Il préside les assemblées du Comité et dirige ses débats. Il maintient l'ordre et le décorum.

ARTICLE 14 - SOMMES D'ARGENT ET DÉPENSES

C'est le Conseil qui autorise les dépenses du Comité (achat de matériel, frais de déplacement, journée de formation, etc.).

En matière de rémunération, le travail au sein d'un CCU est bénévole. Les membres ne reçoivent aucune rémunération pour l'exercice de leur fonction. Ils doivent cependant être remboursés des dépenses autorisées et régulièrement encourues dans l'exercice de

leurs fonctions ou recevoir, s'il y a lieu, une allocation de présence déterminée par le Conseil. Le Comité présente au mois d'octobre de chaque année les prévisions de ses dépenses.

ARTICLE 15 - AUDITION

Lors de la transmission d'un dossier au Comité, le requérant ou le responsable du dossier peut demander par écrit à être entendu. Il doit expliquer succinctement les raisons pour lesquelles il veut être entendu. Le Comité n'est aucunement lié par cette demande s'il juge que les frais portés à son attention lui permettent d'émettre une recommandation sans que cette audition n'ait lieu.

Si le Comité juge avoir besoin d'informations additionnelles et juge opportun d'entendre les personnes concernées par un sujet à l'étude, un avis verbal ou écrit indiquant la date et l'heure de l'audition peut être envoyé par le secrétaire aux personnes que le Comité désire entendre. Après avoir entendu les représentations de ces personnes, le Comité prend le tout en délibéré et fait savoir par la suite sa recommandation.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS

Sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., chap. A-2), toutes les informations portées à la connaissance du Comité relativement aux demandes soumises ou dévoilées lors des séances du Comité sont confidentielles.

ARTICLE 17 - RAPPORT ANNUEL

Le Comité présente un rapport annuel de ses activités.

ARTICLE 18 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

(SIGNÉ)

PIERRE ASSELIN, PRÉFET

(CONTRESIGNÉ)

PIERRE GIRARD, DIRECTEUR GÉNÉRAL

COPIE CONFORME

**Pierre Girard,
Directeur général
Secrétaire-trésorier**